



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

montant des pensions

Question écrite n° 47145

Texte de la question

M. Gabriel Biancheri attire l'attention de M. le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sur la demande du pôle des retraités de la fonction publique, forte de 26 000 adhérents, de voir les pensions et retraites revalorisées avec effet rétroactif au 1er janvier 2009. En effet, la perte de pouvoir d'achat des retraités s'amplifie au fil des mois, en raison du différentiel entre l'inflation sur tous les produits de consommation courante et les revalorisations ayant eu lieu l'an dernier. En janvier 2008, le Gouvernement a décidé de limiter à 1,1 % l'augmentation des pensions, alors même que la hausse des prix prévue à l'époque était déjà nettement plus importante. Une revalorisation de 0,8 % a suivi, du fait du pic d'inflation constaté, à compter du mois de septembre dernier et a été actée dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009. Les pensionnés de l'État et l'ensemble des retraités, notamment ceux qui ont les revenus les plus modestes ainsi que les veuves et les veufs, souhaiteraient obtenir un geste significatif des pouvoirs publics, au regard du contexte économique et social très difficile. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de préserver voire d'augmenter le pouvoir d'achat des retraités de notre pays.

Texte de la réponse

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique a pris connaissance avec intérêt de la question relative à la revalorisation des pensions de retraites. La loi portant réforme des retraites du 21 août 2003 réaffirme le choix de la répartition et de la solidarité entre les générations, en sauvegardant les régimes de retraite. Un des objectifs majeurs de cette réforme est, en outre, de viser un niveau de pension aussi élevé que possible et de veiller à le maintenir en valeur réelle pour chacun tout au long de sa retraite. La revalorisation des petites retraites est un engagement du Gouvernement. À cet égard, il convient de rappeler la décision du Président de la République d'un versement exceptionnel de 200 euros en 2008 aux retraités les plus modestes, mesure financée par le Fonds de solidarité vieillesse (FSV). À cela s'ajoutent les mesures prises dans la cadre de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009, conformément aux engagements du Président de la République, de porter à 60 % le taux de réversion au régime général pour les veufs et veuves les plus modestes et de revaloriser, entre 2007 et 2012, le minimum vieillesse de 25 % pour les personnes seules. Au vu du pic d'inflation 2008, le Gouvernement a décidé d'une revalorisation supplémentaire anticipée de 0,8 % au 1er septembre 2008 pour l'ensemble des retraités du régime général, des régimes alignés et de la fonction publique. Par ailleurs, le Gouvernement a souhaité que le calendrier de revalorisation soit harmonisé au 1er avril de chaque année comme pour les régimes complémentaires AGIRC-ARRCO. La règle sera ainsi plus claire pour les retraités, et permettra de tenir compte de l'inflation constatée pour l'année N-1 et d'une prévision plus fiable pour l'année N, établie après examen par la Commission économique de la nation. Enfin, la composition de la conférence de revalorisation des pensions sera élargie, notamment pour y intégrer les représentants de la fonction publique. Ainsi, les retraités bénéficient donc, depuis le 1er avril 2009, d'une revalorisation des pensions de 1 % comprenant le complément de 0,6 % au titre de 2008 (2,8 % d'inflation 2008 - 2,2 % de revalorisation effectuée en 2008) et la revalorisation pour l'année 2009 au vu de l'inflation anticipée

(0,4 %).

Données clés

Auteur : [M. Gabriel Biancheri](#)

Circonscription : Drôme (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 47145

Rubrique : Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et fonction publique

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 avril 2009, page 3699

Réponse publiée le : 9 juin 2009, page 5590